

La dette grecque reste une poule aux œufs d'or pour les banques centrales européennes et les privés

DES PROFITS SUR LA GRÈCE

« THIERRY JACOLET

Dette » J'ai perdu beaucoup de plumes dans la crise de la dette depuis 2010. Ce qui ne m'empêchera pas de voler de mes propres ailes dès aujourd'hui. Et les créanciers de faire encore des bénéfices sur mon dos. Je suis, je suis? La poule aux œufs d'or grecque.

Le pays en convalescence retrouve sa liberté ce lundi. Une liberté conditionnelle. Si la sortie de la tutelle européenne lui permet de se financer seule à nouveau sur les marchés financiers, Athènes reste soumise aux conditions et à l'austérité imposées par Bruxelles.

Remboursés à 100%

Après trois bouées de sauvetage lancées par l'Union européenne et le Fonds monétaire international (FMI) d'un total de 260 milliards d'euros (295 milliards de francs), la Grèce nage encore dans les dettes (343 milliards d'euros, soit 180% du PIB) qu'elle devra rembourser, tout comme de colossaux intérêts. De nouveaux profits en perspective pour ses créanciers.

«La BCE va encore faire des profits sur le reste de cette dette grecque jusqu'en 2037»

Eric Toussaint

A commencer par la Banque centrale européenne, principale bénéficiaire de la crise de la dette grecque. Elle a encore annoncé en février dernier avoir empoché 154 millions d'euros de revenus d'intérêts sur les emprunts grecs. Des cacahuètes comparé aux 7,8 milliards d'euros de bénéfices nets réalisés grâce aux intérêts encaissés de 2012 à 2016 sur les obligations d'Etat grecques acquises entre 2010 et 2012 dans le cadre du SMP (Securities Market Purchase), un programme de rachat de titres de pays en difficulté de la zone euro. «Ces bénéfices proviennent du différentiel entre les taux des titres grecs à 9% au début et à 6% après 2012», précise Thanos Contargyris, consultant indépendant, à Athènes.

Sans parler de la juteuse plus-value (7,5 milliards d'euros) obtenue sur la revente d'obligations grecques achetées 42,7 milliards. Le mécanisme? «Entre fin 2010, 2011 et 2012, la BCE a acheté aux grandes banques privées des titres de la dette publique grecque à en moyenne 70% de leur valeur d'émission», explique Eric Toussaint, coordinateur scientifique de la Commission pour la vérité sur la dette grecque, instituée par la présidente du Parlement grec en 2015. «Seulement, la BCE a exigé que les titres grecs achetés soient remboursés à 100% de leur valeur à leur échéance. Depuis, elle perçoit d'Athènes 100% de la valeur des titres restants.»



Le dernier des plans d'aide qui régissent la Grèce depuis 2010 s'achève aujourd'hui. Le pays était le dernier pays de la zone euro encore sous programme d'assistance depuis la crise. Keystone

Des 35 milliards d'euros de titres souverains grecs acquis jusqu'en 2011, la BCE en détient encore 13. «Elle s'est déjà fait rembourser l'autre partie», explique Eric Toussaint, auteur du *Système dette*, (Ed. Les Liens qui libèrent). «Elle va encore faire des profits indus sur le reste de cette dette grecque jusqu'en 2037, à l'échéance des derniers titres.»

Selon un accord, l'institution gardienne de l'euro basée à Francfort devait restituer à Athènes les bénéfices réalisés à

partir de 2012, en échange des réformes grecques. «Une infime partie a été rendue: 3 milliards en 2014 pour les bénéfices de 2012 et 2013, détaille Thanos Contargyris. L'accord a ensuite été annulé unilatéralement par la BCE, pour sanctionner le gouvernement Syriza en 2015.»

6 milliards jamais rendus

Une politique immorale aux yeux d'Eric Toussaint: «La BCE planque des milliards de bénéfices abusifs dans un fonds spé-

cial du Mécanisme européen de stabilité (MES), déplore-t-il. Ils devraient être rétrocédés dans un fonds de relance économique à la Grèce.» L'Eurogroupe (cénacle des 19 ministres des Finances de la zone euro) a toutefois annoncé en juin dernier qu'il allait réactiver les transferts de bénéfices vers la Grèce, mais seulement pour la période dès 2017. La Grèce ne verra jamais la couleur des bénéfices de 2014 et 2015, soit plus de 6 milliards, ni de 2016.

La BCE a aussi redistribué une partie du pactole aux banques centrales européennes qui ont transféré l'argent aux trésors nationaux. Ce qui s'ajoute aux profits déjà engrangés par les Etats européens via 50 milliards d'euros de prêts bilatéraux octroyés à la Grèce. «Ils ont bénéficié des taux d'intérêt de 5%, bien au-dessus des taux auxquels ces pays empruntent eux-mêmes», constate Thanos Contargyris. Chantre de l'orthodoxie budgétaire, l'Allemagne a ainsi

empoché plus de 1,3 milliard d'euros de bénéfices grâce à son prêt bilatéral.

Mieux, le gouvernement a reconnu en juin dernier avoir encaissé 2,9 milliards d'euros en intérêts sur les obligations grecques depuis 2010. Sans parler des effets indirects: l'Institut Leibnitz de recherche économique (IWH) a calculé en 2015 que Berlin avait réalisé près de 100 milliards d'euros d'économies budgétaires entre 2010 et 2015. Il faut dire que la crise grecque a favorisé la baisse du coût de financement des pays de la zone euro, comme l'Allemagne, actuellement à 0,3% pour les emprunts à dix ans contre 2,7% en 2011.

«CE FUT UNE SUPERCHERIE»

La dette grecque restera encore longtemps insoutenable, selon Charles Wyplosz (photo DR), professeur d'économie à l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID), à Genève.

La Grèce est-elle tirée d'affaire?

Charles Wyplosz: Non, loin de là. L'accord du 21 juin ne diminuera pas la dette grecque. L'UE n'a fait qu'instaurer une période de grâce, puisque Athènes ne paiera le service de la dette (remboursement des prêts et intérêts) qu'à partir de 2032 au lieu de 2022. Les responsables politiques repoussent le problème de dix ans, en priant les dieux grecs. C'est irresponsable.

Irresponsable?

Les gouvernements européens ont justifié ce qu'ils ont fait, en partant de l'hypothèse d'excédents budgétaires importants de la Grèce jusqu'en 2060. Ces surplus n'ont jamais été observés dans aucun pays dans une telle situation. A partir de 2032, la Grèce devra emprunter à des taux plus élevés et sur des

sommes gigantesques. Ce sera la catastrophe. Les remboursements représenteront alors quelque 20% du PIB et augmenteront progressivement, parce que la Grèce ne pourra pas honorer une telle somme. Elle devra alors emprunter sur les marchés financiers à des taux bien supérieurs à ceux qui s'appliquent aux prêts officiels.

La dette grecque ne sera pas soutenable...

Non. La dette va se remettre à grimper. Il est vrai que, d'ici là, les mesures de rééchelonnement font que la charge de la dette est très faible. Sur quinze ans, tout semble facile. La soutenabilité de la dette grecque est pourtant une illusion d'optique, parce qu'on ne regarde pas assez loin, là où on a repoussé les problèmes.

Comment maîtriser cette dette?

La seule solution est une remise de dette. C'est ce que l'UE leur a promis à plusieurs reprises sans passer à l'acte. Les Grecs ont pourtant fait des efforts considérables.

Quelle doit être la priorité du Gouvernement grec?

Le gouvernement doit continuer de faire des réformes pour donner du tonus à la croissance, qui atteignait 1,4% en 2017. Si elle grimpe, le problème de la dette en 2032 ou 2060 sera atténué. Il faut renforcer les conditions-cadres. Par exemple, il n'existe pas de droit commercial. Athènes doit aussi redoubler d'efforts dans la lutte contre la corruption dans l'administration. Le système fiscal a été amélioré mais reste largement inefficace et injuste. Quant au système de retraite, il reste trop généreux malgré les réformes.

Que retenez-vous du sauvetage de la Grèce?

Les Grecs ont été forcés de s'endetter à des taux élevés pour sauver le système bancaire européen dès 2010. Une faillite du Gouvernement grec aurait mis à mal les banques qui lui ont trop prêté, surtout les banques allemandes et françaises. La solution cyniquement trouvée a consisté à prêter au gouvernement grec de quoi rembourser les banques et les sauver. Ce fut une grande supercherie! »

PROPOS RECUEILLIS PAR TJ

